



20 + 10 = 2010

Assemblée extraordinaire de l'Arc Atlantique



Rennes (Bretagne - France) - 18 juin 2010

Compte rendu de la réunion

Session d'ouverture et bilan de 20 ans de coopération atlantique

Daniel Delaveau, Maire de Rennes, a souhaité la bienvenue aux participants et souligné la vocation atlantique de Rennes. Pierre Karleskind, représentant de la Région Bretagne, a présenté l'engagement de sa région sur les problématiques climatique et économique.

Des acteurs clés des débuts de la coopération atlantique tels qu'Edmond Hervé et Yves Morvan ont indiqué qu'il est nécessaire de réfléchir à une Europe polycentrique et d'améliorer la situation de la périphérie, des réseaux de transport, de l'environnement, etc., par le biais d'une dynamique de *lobby* constructif et de coopération avec le continent américain, dans la perspective de l'Atlantique comme façade de l'Europe.

Laurent Beauvais, Président de la Commission Arc Atlantique, a expliqué l'importance d'une politique maritime intégrée et des projets à grande échelle permettant le développement de l'Arc Atlantique dans le futur. S'inspirant du passé, la stratégie à suivre reposera également sur l'innovation et un rapprochement avec les acteurs atlantiques et les citoyens. Philippe Duron, Président de la Conférence des Villes de l'Arc Atlantique, a présenté la Charte de San Sebastián comme la feuille de route à suivre pour réaliser ces objectifs dans les villes, à travers une CVAAs renforcée suite à l'approbation, la veille, de ses statuts.

Session 1 : Une stratégie intégrée pour l'Arc Atlantique - Objectif 2013

Regards croisés sur des secteurs clés pour le développement des territoires atlantiques:

- *Accessibilité, mobilité et transports: Iñaki Arriola López ([présentation](#))*

Citant comme un exemple de bonne pratique le développement du train à grande vitesse au Pays Basque et la mise en place du métro dans plusieurs villes, cette intervention a défendu le projet d'axe ferroviaire atlantique formant une zone d'influence intégrée dans les zones atlantiques, afin d'intégrer le transport maritime à son *hinterland* et de favoriser une coopération interrégionale ([plus d'information sur le corridor ferroviaire atlantique](#)).

- *Promouvoir le potentiel atlantique en énergies marines: Yann-Hervé De Roeck ([présentation](#))*

L'intervenant a souligné le coût élevé de la recherche et du développement des énergies renouvelables, même si l'Atlantique est doté du potentiel nécessaire pour cela en raison de ses conditions climatologiques (pluie, marées, vent, force des vagues, etc.). Des initiatives sont mises en oeuvre sur cet espace, déjà opérationnelles à l'ouest de l'Irlande et à l'est de l'Écosse et, dans leur phase pilote dans le centre du Portugal, au Pays Basque (Es), en Bretagne (Fr) et à l'ouest du Royaume-Uni. Yann-Hervé De Roeck a insisté sur l'importance de la coopération entre ces centres d'essai afin de parvenir à une masse critique suffisante pour affronter la concurrence internationale et être à la tête du secteur des énergies renouvelables marines. Enfin, il a présenté l'exemple d'une nouvelle plateforme technologique d'énergies marines renouvelables, basée à Brest et reposant sur un partenariat public-privé. Les objectifs sont les suivants: être un réseau de recherche, coordonner les sources d'information et s'associer avec les sites d'essai via de projets comme « EQUIMAR » sur les potentiels de l'énergie hydraulique et éolienne.

- *La vision des socio-professionnels sur les énergies marines et sur la stratégie intégrée pour l'Arc Atlantique: Pablo Coto Millán* ([présentation](#))

Présentant les conclusions de l'étude du RTA sur ce sujet, le Secrétaire général de ce réseau a souligné le potentiel atlantique pour le développement des énergies renouvelables. Il a mentionné également le besoin de techniciens spécialisés pour l'obtention de résultats satisfaisants et la nécessité d'une politique intégrée multi-niveaux. Une avancée significative requiert une stratégie coordonnée et la mise en oeuvre d'un réseau efficace de distribution d'énergie comme il en existe en Mer du Nord. Toutefois, le manque d'un cadre défini et le risque élevé pour les investissements constituent des obstacles au développement de ces énergies vertes. La solution passe par la sensibilisation des usagers et l'engagement des autorités publiques. Face au manque de grands investissements, le développement de la coopération interrégionale doit permettre d'exploiter les synergies.

Débat

Inma Valencia (Gouvernement de Cantabrie) a annoncé la création d'un nouveau [groupe de travail](#) sur les énergies marines au sein de la Commission Arc Atlantique, qui compte sur le soutien du Président de la Commission et qui est ouvert à tous les acteurs intéressés.

Iñaki Arriola López a expliqué la question de la transférabilité en matière de transports – possible au Pays Basque grâce à l'autonomie et au financement propre de cette Région. Cet exemple, comme beaucoup d'autres dans l'Arc Atlantique, prouve que les projets doivent s'adapter à l'orographie du terrain et reposer sur un gouvernement de proximité.

Table ronde: Quelle gouvernance pour une stratégie intégrée pour l'Atlantique?

- *Le cas de la mer d'Irlande: Margaret Moore* ([présentation](#))

Mme Moore a présenté les avancées du programme de coopération Mer d'Irlande dont l'objectif principal est d'impliquer les différents acteurs et secteurs afin d'exploiter les synergies. Un plan transnational a été conçu en matière de planification maritime. La Mer d'Irlande, en tant qu'espace de coopération fonctionnelle au sein de l'Espace Atlantique, s'est fixé les priorités suivantes: la planification spatiale maritime, les énergies renouvelables, la connectivité et la croissance économique. Mme Moore a conseillé de prendre en compte la nécessité d'un *leadership* dans le but d'éviter la dispersion des efforts.

- *L'exemple de la Politique Commune de la Pêche: Benoît Guérin* ([présentation](#))

La réforme de la Politique Commune de Pêche (PCP) révèle les lacunes en matière de gouvernance des zones de pêche. Aussi les Conseils Consultatifs Régionaux, réunissant les parties prenantes du secteur ont été créés afin de faciliter une mise en oeuvre consensuelle de cette politique et d'établir un lien direct avec les institutions européennes. Les éléments clés pour une nouvelle approche de la PCP sont l'élaboration de plans de gestion à long terme, la pêche durable à l'échelle du territoire, une approche régionale et un changement adapté à la culture marine. Dans le même sens, il s'avère essentiel de donner plus de visibilité aux acteurs et au dialogue avec la Commission européenne. Ces principes sont inclus dans le projet GEPETO que le CCR-S souhaite présenter au prochain appel à projets Interreg Espace Atlantique.

Débat

Points à améliorer:

Margaret Moore a expliqué que la difficulté réside dans la création des mécanismes de travail commun, une difficulté qui peut empêcher l'élaboration de projets ayant un effet durable. Ainsi, faut-il dépasser les nationalismes pour définir des stratégies, comme la planification maritime.

Benoît Guérin a proposé de parvenir à un équilibre réel entre les différents bassins maritimes, sachant qu'il faut prendre pour base de travail commun le principe « d'approche écologique ». Sur le projet GEPETO, il a souligné l'importance de compter sur des partenaires permettant d'obtenir un financement adapté à l'échelle atlantique.

Débat avec les participants:

Le correspondant national français du programme Interreg IVB Espace Atlantique, Bertrand Tourillon a annoncé que le Comité de suivi de ce programme se réunira au mois d'octobre à Nantes afin de préparer l'avenir du programme. Il a insisté sur la nécessité d'une politique intégrée, oubliant la question zonale.

Le Vice-Président du Conseil Régional d'Aquitaine, François Maïtia, a affirmé qu'un plus grand apport des partenaires du projet GEPETO doit provenir des nombreuses Régions atlantiques qui le soutiennent.

Conseils de gouvernance:

Margaret Moore a recommandé de s'appuyer, dès le départ, sur un appui fort des responsables politiques ainsi qu'une bonne planification des différentes étapes du projet afin de le gérer correctement.

Benoît Guérin a conseillé l'appropriation et la participation des professionnels au projet, puisque l'implication donnera de l'élan aux initiatives, dans une optique de subsidiarité.

Préparer l'après 2013: quelle place pour une «macro-région» atlantique dans les futures politiques européennes ?

- *Le point de vue de la Présidence espagnole de l'UE: Isabel Moya*

Le Conseil de l'Union européenne vient d'adopter l'objectif de développer une stratégie intégrée pour l'espace atlantique, encouragée par l'Espagne. Dans cette perspective, Isabel Moya a insisté sur la nécessité d'une coopération géographique renforcée, dans le cadre de la politique maritime intégrée de l'UE. Comme le démontre la mobilisation de la CVAA et de la Commission Arc Atlantique, la présidence espagnole considère que l'engagement des acteurs territoriaux dans l'espace atlantique revêt une importance capitale. En outre, Mme Moya a fait appel à la solidarité entre les différents acteurs dans une situation de crise et dans l'intérêt de la stratégie UE 2020 de croissance durable et innovante.

- *Le point de vue de la France: Pierre Dartout*

Pierre Dartout a insisté sur la nécessité d'une coordination européenne pour faire face, en outre, aux problématiques de sécurité et de transport maritime. L'Arc Atlantique offre d'énormes possibilités de développement, basées sur une coopération continue depuis 1989, qui contribueront au futur de l'Europe. Il a cité quelques exemples: la recherche marine et maritime, la sécurité maritime, le développement économique et la protection de l'environnement. Une politique intégrée ne doit pas se cantonner à la côte: l'*hinterland* et les villes de l'intérieur doivent également avoir un rôle prépondérant. Ainsi, les macro-régions pourraient-elles constituer la base de l'avenir. La France étudie sérieusement cette possibilité.

- *Les propositions de la CRPM: Eleni Marianou*

Pour la CRPM une stratégie macro-régionale est un moyen d'obtenir une cohésion politique, à différentes échelles de gouvernement au-delà des plans locaux, comme une solution pour relever les défis des territoires. La structure de coopération peut certes apparaître complexe, mais le but est bien d'adopter une approche pragmatique pour résoudre les problèmes actuels. Mme Marianou a proposé l'élaboration d'un programme macro-régional précisant les projets prioritaires et les responsabilités des différents acteurs (UE, États membres, autorités régionales et locales), une articulation entre les futurs programmes de coopération transfrontaliers et transnationaux afin de parvenir à un meilleur échange d'information et à une coopération réelle dans les activités réalisées.

- *Le point de vue de la Commission européenne: David Sweet*

L'intervenant a rappelé les conditions nécessaires à l'élaboration d'une stratégie macro-régionale, comme l'adoption d'une stratégie de participation commune, une meilleure utilisation des fonds moyennant l'élaboration de programmes à grande échelle, innovants et intégrés, et la mise en place d'actions aboutissant à des résultats immédiats. Toutefois, il s'est montré prudent quant à l'évolution du concept de macrorégion et à la popularité qu'il a acquise.

Session 2: Quel scénario pour le futur de l'Arc Atlantique?

Renouvellement de l'accord de coopération Commission Arc Atlantique-CVAA

Signature de l'accord qui favorise l'élaboration d'une stratégie atlantique à travers la collaboration entre les villes et les régions de l'espace atlantique.

Orientations pour le futur (présentation de la note technique: [«Proposition d'orientations pour une stratégie intégrée pour l'Arc Atlantique»](#))

Pour **Laurent Beauvais**, la problématique maritime est une matière qu'il faut encore approfondir et qui concerne tant le secteur industriel naval et nautique que l'accessibilité, les réseaux de communication et l'attractivité des villes dans le but de parvenir à une plus grande visibilité atlantique. Lié à la mer, l'Arc Atlantique est également attaché à la biodiversité et sensible aux conséquences du changement climatique. Il a expliqué que l'union de tous les acteurs est nécessaire pour atteindre un développement économique durable. Des voies d'avenir telles que les énergies renouvelables requièrent la promotion d'une stratégie intégrée impliquant la coordination des actions et exploitant les fruits de l'échange d'expérience. Une redéfinition politique conduisant à une politique de cohésion active et incluant des lignes claires sur les macrorégions est indispensable. Le *lobby* politique aura donc par conséquent un rôle important à jouer.

Philippe Duron a estimé que les caractéristiques positives de l'Arc Atlantique doivent être préservées par le biais d'une stratégie régionale d'intégration politique comportant des mesures de sécurité marine, de protection de l'environnement, de lutte contre le changement climatique et de transports verts. Le dialogue de l'Europe avec les citoyens est essentiel en vertu du principe de subsidiarité. En outre, le président de la CVAA a fait remarquer que l'avenir passe par les villes car elles sont les moteurs du développement régional. De plus, l'environnement relativement préservé de l'Atlantique ne doit pas faire oublier les problèmes liés à la pression démographique sur le littoral, au changement climatique (ex.: tempête Xynthia) et aux accidents maritimes. Une politique convergente à l'échelle européenne est nécessaire et les macrorégions sont un moyen cohérent de tendre vers cet objectif.

L'engagement de l'UE

Eddy Hartog a annoncé que, suite à la demande du Conseil de présenter une communication pour le mois de juin 2011, la Commission européenne va lancer une consultation auprès des acteurs impliqués dans l'Arc Atlantique pour déterminer une stratégie maritime.

Cinq ans après l'émergence d'une politique maritime européenne intégrée, Eddy Hartog ([présentation](#)) a expliqué que la traduction de cette politique à l'échelle atlantique repose sur deux piliers, le développement économique et la durabilité de la zone, et doit impliquer à la fois les Régions et les États membres. Les questions à prendre en compte sont les suivantes: la définition de mécanismes de gouvernance et la mise en marche de politiques transversales cohérentes. L'objectif poursuivi est d'exploiter de manière durable les richesses présentes sur ce territoire, dans la perspective de la stratégie UE 2020.

En ce sens, les contributions des acteurs sur le terrain sont essentielles, tout comme les documents de la Commission Arc Atlantique et de la Conférence des Villes de l'Arc Atlantique sur la stratégie intégrée pour son espace. Étant donné qu'il est important de forger une identité atlantique, la stratégie macro-régionale est une possibilité à étudier.

M. Hartog a attiré l'attention sur un concept à prendre en compte: la connectivité, aussi bien concernant la distribution d'énergie électrique, les nouvelles technologies que le système de transports. De plus, une concertation est nécessaire, par exemple, entre les mesures de favorisation des énergies renouvelables et la pêche.

Présentation: Jeux nautiques atlantiques

Du 31 juillet au 5 août aura lieu la 16^{ème} édition des Jeux nautiques à Santander (Cantabrie, Es). À l'occasion de cet évènement, une réunion politique autour de la stratégie atlantique se tiendra sur l'invitation du Gouvernement de Cantabrie.